

**Ordonnance  
sur les effectifs maximums  
dans la production de viande et d'œufs  
(Ordonnance sur les effectifs maximums, OEM)**

du 26 novembre 2003 (Etat le 1<sup>er</sup> mars 2013)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 46, al. 1 et 3, 47, al. 2, et 177, al. 1, de la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)<sup>1</sup>,

*arrête:*

**Section 1      Champ d'application**

**Art. 1**

La présente ordonnance s'applique aux exploitations pratiquant la garde de porcs d'élevage, de porcs à l'engrais et de poules pondeuses, ainsi que l'engraissement de poulets de chair, de dindes à l'engrais et de veaux à l'engrais.

**Section 2**

**Exploitations ne fournissant pas les prestations écologiques requises ou les fournissant seulement par la livraison d'engrais de ferme à des tiers**

**Art. 2              Effectifs maximums**

<sup>1</sup> Les exploitations qui ne fournissent pas les prestations écologiques requises en vertu de l'art. 70, al. 2, LAgr, ou qui les fournissent seulement en livrant de l'engrais de ferme à des tiers, doivent respecter les effectifs maximums suivants:

- a.        250      truies d'élevage âgées de plus de 6 mois, allaitantes et non allaitantes (mode de production traditionnel);
- b.        500      truies d'élevage ou de renouvellement, non allaitantes (dans les centres de saillie ou d'attente gérés par des producteurs associés pratiquant le partage du travail dans la production de porcelets);
- c.        1 500    jeunes porcs de reproduction mâles et femelles;
- d.        1 500    porcelets ou jeunes porcs (jusqu'à 30 kg);
- e.        1 500    porcs ou jeunes porcs à l'engrais (à partir de 30 kg);
- f.        18 000   poules pondeuses (à partir de 18 semaines);

RO 2003 4933

<sup>1</sup>    RS 910.1

- g. 18 000 poulets de chair (à partir de 43 jours d'engraissement) ;
- h. 9 000 dindes à l'engrais (période d'élevage);
- i. 4 500 dindes à l'engrais (engraissement);
- j. 300 veaux à l'engrais (engraissement au lait entier ou à l'aide de suc-cédanés).

<sup>2</sup> Dans les exploitations pratiquant l'élevage de poulets de chair, les effectifs maximums suivants sont autorisés en cas de durée réduite de l'engraissement:

- a. 21 000 poulets de chair jusqu'à 42 jours d'engraissement ;
- b. 24 000 poulets de chair jusqu'à 35 jours d'engraissement ;
- c. 27 000 poulets de chair jusqu'à 28 jours d'engraissement.

<sup>3</sup> Pour les exploitations spécialisées dans l'élevage de porcelets et ne gardant pas d'autres catégories de porcs, les effectifs maximums s'élèvent à 2000 porcelets (jusqu'à 30 kg).

### **Art. 3** Calcul de l'effectif total autorisé

<sup>1</sup> Lorsqu'une exploitation utilise pour une catégorie l'effectif maximum, elle n'est pas autorisée à garder des animaux appartenant aux autres catégories.

<sup>2</sup> Lorsqu'une exploitation garde plusieurs catégories d'animaux, l'addition des pourcentages que les effectifs représentent par rapport aux effectifs maximums concernés ne pourra pas dépasser 100 %.

### **Art. 4** Non-imputation des jeunes animaux

Ne sont pas pris en compte dans le calcul du cheptel maximum autorisé:

- a. les jeunes porcs de reproduction destinés au renouvellement de leurs propres effectifs, jusqu'à une proportion d'un tiers de l'effectif de truies d'élevage, mais au plus 80 animaux;
- b. les porcelets et les jeunes porcs (jusqu'à 30 kg) que l'exploitation produit elle-même.

### **Art. 5<sup>2</sup>** Communautés d'exploitation et communautés partielles d'exploitation

Pour les communautés d'exploitation et les communautés partielles d'exploitation, le plafonnement des effectifs selon les art. 2 à 4 s'applique à chaque exploitation membre de la communauté.

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 oct. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 5881).

**Art. 6<sup>3</sup>****Section 3****Exploitations fournissant les prestations écologiques requises sans livrer de l'engrais de ferme à des tiers****Art. 7<sup>4</sup>**

<sup>1</sup> Pour les exploitations qui fournissent les prestations écologiques requises sans livrer de l'engrais de ferme à des tiers, l'effectif maximum autorisé est calculé compte tenu des prestations requises en vertu de l'annexe 1, ch. 2.1, al. 2 et 3, de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Si l'effectif maximum autorisé dépasse les effectifs prévus aux art. 2 à 4, l'exploitation doit demander à l'autorité cantonale compétente, au moyen d'un formulaire ad hoc, de fixer le plafond valable pour elle, lorsque les effectifs prévus aux art. 2 à 4 sont effectivement dépassés.

<sup>3</sup> L'autorité cantonale compétente examine les indications et transmet la demande à l'Office fédéral de l'agriculture (office).

<sup>4</sup> L'office fixe l'effectif maximum valable pour l'exploitation, ainsi que la surface utile de cette dernière.

<sup>5</sup> L'effectif maximum fixé est valable quinze ans. Une nouvelle demande doit être déposée, au plus tard six mois avant l'échéance du délai.

<sup>6</sup> En cas de modification importante des conditions, l'office peut adapter l'effectif maximum avant l'échéance du délai.

<sup>7</sup> L'effectif maximum peut en tout temps être adapté si les prescriptions dans le domaine des prestations écologiques requises ou en matière de protection des animaux ou de protection des eaux sont violées et qu'il n'est pas remédié aux dysfonctionnements dans le délai imparti.

**Section 4 Autorisations d'exception****Art. 8 Dispositions générales**

Des autorisations d'exception au sens des art. 9 et 10 ne sont accordées que si:

- a. l'exploitation d'où sont issus les sous-produits peut prouver que l'élimination de ces derniers pose un problème d'ordre régional;
- b. la distance de l'exploitation d'où sont issus les sous-produits, est de 75 km au plus, par la route;

<sup>3</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 27 oct. 2010, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 5881).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mai 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2011 (RO **2011** 2407).

<sup>5</sup> RS **910.13**

- c. les sous-produits ne sont pas déjà pris en charge par d'autres exploitations existantes;
- d. l'acquisition des sous-produits est garantie par un contrat pour une durée minimale de cinq ans;
- e. l'autorité cantonale compétente confirme que la protection des eaux (réservoirs de stockage en nombre suffisant et contrats de prise en charge d'engrais de ferme) est garantie dans l'exploitation élevant des porcs.

**Art. 9<sup>6</sup>** Mise en valeur des sous-produits issus de la transformation du lait

Sur demande, l'office accorde une autorisation d'exception aux exploitations élevant des porcs qui mettent en valeur les sous-produits issus de la transformation du lait, si ces sous-produits couvrent au moins 25 % des besoins énergétiques des porcs.

**Art. 10<sup>7</sup>** Mise en valeur des sous-produits alimentaires,  
non issus de la transformation du lait

<sup>1</sup> Sur demande, l'office accorde une autorisation d'exception aux exploitations élevant des porcs qui mettent en valeur les sous-produits alimentaires non issus de la transformation du lait, si:

- a. l'élimination de ces sous-produits est une tâche d'utilité publique d'importance régionale;
- b. les sous-produits utilisés couvrent au moins 40 % des besoins énergétiques des porcs.

<sup>2</sup> Pour vérifier si la mise en valeur des déchets est une tâche d'utilité publique, l'office consulte les cantons concernés.

<sup>3</sup> En cas d'emploi simultané des sous-produits visés au présent article et de ceux visés à l'art. 9, les sous-produits doivent couvrir 40 % au moins des besoins énergétiques des porcs.

**Art. 10a<sup>8</sup>** Liste des sous-produits alimentaires

<sup>1</sup> Les sous-produits alimentaires pris en compte pour l'octroi d'une autorisation d'exception au sens des art. 9 et 10 sont mentionnés dans l'annexe.

<sup>2</sup> L'office peut adapter l'annexe.

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 oct. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 5881).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mai 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2011 (RO 2011 2407).

<sup>8</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 25 mai 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2011 (RO 2011 2407).

**Art. 11** Essais et recherches

Les exploitations d'essais de la Confédération et les stations fédérales de recherches, l'Aviforum, de Zollikofen, et le Centre d'épreuves d'engraissement et d'abattage du porc, de Sempach, sont mis au bénéfice d'autorisations d'exception dans la mesure où les activités d'essais et de recherches l'exigent.

**Art. 12** Effectif maximum

Les autorisations prévues en vertu des art. 8 à 11 portent au plus sur 200 % de l'effectif maximum de la catégorie d'animaux concernée.

**Art. 13** Demande

Le requérant adresse sa demande à l'office en y joignant les pièces nécessaires.

**Art. 14** Autorisation d'exception

<sup>1</sup> L'office accorde l'autorisation d'exception, compte tenu de la quantité de sous-produits mis en valeur.

<sup>2</sup> La durée de l'autorisation est limitée à cinq ans. Le requérant demande le renouvellement de l'autorisation trois mois au moins avant l'échéance ; en cas d'omission, le renouvellement peut être refusé.

<sup>3</sup> En cas de modification importante des conditions ayant prévalu au moment de l'octroi de l'autorisation, l'office peut adapter ou retirer celle-ci avant l'échéance du délai.

<sup>4</sup> Un retrait de l'autorisation est possible en tout temps si les prescriptions en matière de protection des animaux ou de protection des eaux sont violées et qu'il n'est pas remédié aux dysfonctionnements dans le délai imparti.

**Section 5****Reprise de la production dans les exploitations ayant réduit leurs effectifs ou cessé leur activité****Art. 15**

<sup>1</sup> Les exploitations qui, dans les années 1993 et 1994, ont reçu des contributions en vertu de l'ordonnance du 13 janvier 1993 sur l'abandon d'exploitations<sup>9</sup> n'ont pas le droit, durant 20 ans après la réduction des effectifs ou la cessation de leur activité, de les accroître à nouveau ou de reprendre la production.

<sup>2</sup> L'office peut autoriser une exploitation à accroître à nouveau ses effectifs ou à reprendre sa production dès que le montant versé à l'époque a été proportionnellement remboursé. En outre, une remise de 5 % par an est accordée à compter de la date du versement.

<sup>9</sup> [RO 1993 865 1598 annexe 2 ch. 5, 1994 784. RO 1995 217 ch. I 2]

## Section 6 Taxes

### Art. 16 Prélèvement d'une taxe

L'office prélève une taxe lorsque le nombre d'animaux gardés dépasse:

- a. l'effectif maximum autorisé;
- b. l'effectif fixé par autorisation d'exception ou lors d'un enregistrement;
- c. l'effectif autorisé par l'office après une réduction du cheptel, à l'occasion d'une campagne de désaffectation.

### Art. 17 Montant de la taxe

<sup>1</sup> La taxe perçue annuellement par animal en surnombre se monte à:

- a. 450 francs pour les truies d'élevage âgées de plus de 6 mois, allaitantes et non allaitantes
- b. 100 francs par jeune porc de reproduction mâle ou femelle (à partir de 30 kg)
- c. 20 francs par porcelet ou jeune porc (jusqu'à 30 kg)
- d. 100 francs par jeune porc ou porc à l'engrais (à partir de 30 kg)
- e. 12 francs par poule pondeuse (à partir de 18 semaines)
- f. 5 francs par poulet de chair (durée d'engraissement supérieure à 42 jours)
- g. 4,30 francs par poulet de chair (durée d'engraissement jusqu'à 42 jours)
- h. 3,80 francs par poulet de chair (durée d'engraissement jusqu'à 35 jours)
- i. 3,40 francs par poulet de chair (durée d'engraissement jusqu'à 28 jours)
- j. 5 francs par dinde à l'engrais (période d'élevage jusqu'à 6 semaines)
- k. 15 francs pour les dindes à l'engrais (engraissement dépassant 6 semaines)
- l. 200 francs pour les veaux à l'engrais (engraissement au lait entier ou à l'aide de succédanés)

<sup>2</sup> La taxe est calculée d'après le nombre d'animaux constaté le jour du contrôle.

## Section 7 Dispositions finales

### Art. 18 Exécution

L'office est chargé d'exécuter la présente ordonnance, en collaboration avec les cantons.

### Art. 19 Contrôle des effectifs

L'office peut charger les autorités cantonales compétentes de contrôler les effectifs.

**Art. 20** Autorisation de construction et de transformation de bâtiments

Les autorités cantonales compétentes autorisent la construction et la transformation de bâtiments pour les effectifs maximums visés aux art. 2 à 4 à moins que l'office n'ait préalablement garanti un effectif plus élevé en vertu des art. 7 à 12.

**Art. 21** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les effectifs maximums<sup>10</sup> est abrogée.

**Art. 22** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> La mention relative au plafonnement des effectifs dans le temps selon l'ordonnance du 13 janvier 1993 sur l'abandon d'exploitations<sup>11</sup>, qui a été inscrite au registre foncier en tant que restriction de la propriété fondée sur le droit public, reste valable pendant une durée de 20 ans.

<sup>2</sup> L'office du registre foncier radie d'office une telle mention si, depuis l'entrée en force de la décision concernant la réduction de l'effectif ou la cessation de l'activité, le délai fixé à l'al. 1 est échu.

<sup>3</sup> Avant l'échéance du délai fixé à l'al. 1, la mention ne peut être radiée qu'avec l'assentiment de l'office.

**Art. 22a<sup>12</sup>** Disposition transitoire de la modification du 25 mai 2011

<sup>1</sup> Les autorisations d'exception accordées aux exploitations qui peuvent élever un effectif supérieur à celui visé à l'art. 2, du fait que celles-ci utilisent des sous-produits d'abattage, de boucherie, des déchets de cuisine et restes de repas, restent valables jusqu'à leur échéance.

<sup>2</sup> Les exploitations qui, en raison de l'interdiction d'utiliser des sous-produits d'abattage, de boucherie, des déchets de cuisine et restes de repas ne peuvent pas acquérir de sous-produits visés à l'annexe en quantité suffisante pour obtenir une nouvelle autorisation d'exception portant sur un effectif au niveau actuel, doivent réduire l'effectif d'ici au 31 décembre 2015, jusqu'à atteindre l'effectif maximum ou l'effectif limite fixé dans l'autorisation d'exception.

<sup>3</sup> Les enregistrements des effectifs maximum et de la surface utile effectués selon le droit en vigueur pour les exploitations individuelles sont valables pendant 15 ans à partir de la date de l'enregistrement.

**Art. 23** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

<sup>10</sup> [RO 1999 452, 2000 403]

<sup>11</sup> [RO 1993 865 1598 annexe 2 ch. 5, 1994 784. RO 1995 217 ch. I 2]

<sup>12</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 25 mai 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2011 (RO 2011 2407).

*Annexe*<sup>13</sup>  
(art. 10a et 22a, al. 2)

## Liste des sous-produits alimentaires visés aux art. 9 et 10

Dénomination	Sous-produit de ...	MS (g/kg)	EDP (MJ/kg)
<i>Sous-produits issus de la transformation du lait (art. 9)</i>			
Babeurre	Fabrication du beurre	65	1,1
Babeurre 20 %	Fabrication du beurre	200	3,4
Babeurre 30 %	Fabrication du beurre	300	5,1
Lait écrémé	Centrifugation de la crème	85	1,4
Déchets de fromage	Fabrication du fromage	700	17,5
Lactosérum (= petit-lait)	Fabrication du fromage		
– Fromage à pâte dure		60	0,9
– Fromage à pâte molle		53	0,8
– Sérac		60	0,9
– Lactosérum concentré			
12 %		120	1,8
18 %		180	2,6
25 %		250	3,7
Perméat	Production de protéines à partir de lait crémé ou de lactosérum	40	0,6
Lait de rinçage	Transformation du lait	80	1,6
<i>Sous-produits alimentaires non issus de la transformation du lait (art. 10):</i>			
Amidon de blé liquide	Production d'amidon	170	2,7
Sous-produit de la production de tofu	Production de tofu	200	2,6
Drêches de brasserie fraîches	Brasserie	220	2,2
Epluchures de légumes et soupe d'épluchures de légumes	Production de conserves de légumes	120	1,7
Mélasse	Production de sucre	760	10,3
Sous-produits de pâtes, pâtes alimentaires et produits de boulangerie	Fabrication de pâtes, pâtes alimentaires et produits de boulangerie	840	14,6
Pulpes de betteraves sucrières	Production de sucre	190	2,5
Marc de pommes et de poires	Production de jus de fruits	280	2,1
Déchets de pomme de terre	Transformation de pommes de terre	150	1,9
Levures	Brasserie/Boulangerie	100	1,4
Résidus de boissons à base	Fabrication de boissons à base	100	1,7

<sup>13</sup> Introduite par le ch. II de l'O du 25 mai 2011 (RO **2011** 2407). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'OFAG du 12 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 679).



---

de perméat de laitde perméat de lait

---

MS = Matière sèche

EDP = Energie digestible porc

---

